

# L'agriculture en 2004 en France et dans l'Europe élargie

## Abondance des récoltes

Jean-Michel Annequin, division Agriculture, Insee

**E**n 2004, en France comme dans l'Union européenne à vingt-cinq, la valeur de la production agricole augmente. L'abondance des récoltes est toutefois partiellement neutralisée par la baisse des prix des produits végétaux. La production animale est globalement stable. Néanmoins, en France, le résultat agricole net par actif diminue de 1,6 % en termes réels. L'excédent commercial agroalimentaire de la France se réduit. Le 1<sup>er</sup> mai 2004 a vu l'intégration de dix nouveaux États membres dans l'Union européenne. Ceux-ci contribuent pour 9 % à la production agricole de l'Union. La Pologne, la Hongrie et la République tchèque occupent une place prépondérante dans l'agriculture des nouveaux États membres.

En France, la production agricole augmente en volume (+ 11,2 %) par rapport à l'année 2003 (tableau 1). Cette forte hausse résulte de la progression spectaculaire de la production végétale (+ 20,5 %), après la chute de l'année précédente (- 13,6 %). Au contraire de l'année 2003, des conditions climatiques favorables ont permis de très bons rendements. La récolte de céréales est particulièrement abondante (+ 28,1 %) ; pour le blé tendre, la récolte progresse ainsi de 29,5 % grâce à d'excellents rendements et à une hausse des superficies ensemencées : elle dépasse de 12 % la moyenne des cinq dernières années. La production viticole est également exceptionnelle ; elle progresse de 28 % par rapport à la récolte de 2003, qui avait été très affectée par la canicule de l'été. La production de vins de champagne, qui avait particulièrement souffert des conditions climatiques, augmente de 60 % : c'est la plus importante récolte depuis 1990. Les productions de pommes de terre (+ 15,7 %), de fruits (+ 8,3 %), de betteraves industrielles

(+ 4,0 %) et de légumes (+ 1,8 %) augmentent également.

La production animale baisse légèrement en 2004 (- 1,0 %). La production de gros bovins fléchit à nouveau (- 1,7 %), comme les deux années précédentes. Les effectifs d'animaux présents sur les exploitations diminuent. Les vaches sont désormais moins nombreuses qu'à la fin 2000, quand s'était déclenchée la crise liée aux risques de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB). La production des autres animaux, sur lesquels s'était reportée la demande en 2001, se replie pour la troisième année consécutive : veaux (- 2,9 %), ovins et caprins (- 2,3 %), porcs (- 1,1 %), volailles (- 1,2 %). La production de lait, encadrée par les quotas laitiers, diminue légèrement (- 0,4 %).

### Baisse des prix pour les végétaux

Le prix de base (*définitions*) de la production végétale réagit fortement (- 12,7 %) à l'augmentation de l'offre. Après la flambée de 2003, le prix des céréales chute (- 17,2 %) : les récoltes ayant été particulièrement abondantes au niveau européen et mondial, la concurrence est forte, d'autant que les cours mondiaux, libellés en dollars, sont faibles. Le prix des oléagineux recule (- 11,8 %), à l'instar du cours du soja sur le marché mondial. Le prix des pommes de terre, très volatil, baisse fortement (- 25,7 %). La baisse du prix des fruits et légumes est plus mesurée. À l'exception du champagne, le prix du vin se replie en raison de l'importance de la récolte.

Le prix de base des productions animales augmente en 2004 (+ 1,9 %), mais résulte de mouvements contrastés selon les produits. Le prix des gros bovins remonte pour la troisième année consécutive (+ 4,3 %), et dépasse en fin d'année le prix atteint avant la crise bovine. Le prix des porcins remonte (+ 6,8 %), après être descendu à des niveaux particulièrement bas en 2003, ce qui avait entraîné une intervention européenne d'aide au stockage. Le prix des volailles (+ 3,4 %) se redresse après deux années de baisse liée à la surproduction et à la

INSEE  
PREMIERE



INSEE

concurrence extérieure. En revanche le prix des œufs chute (- 23,6 %), après la flambée des prix ayant suivi la canicule 2003. Le prix hors subvention du lait et des produits laitiers baisse pour la troisième année consécutive (- 2,8 %). Cependant, le prix de base augmente légèrement (+ 0,8 %), du fait de la mise en place, à partir de 2004, d'une aide directe sur le lait au niveau européen. Compte tenu des mouvements sur les volumes et les prix, la valeur au prix de base de la production agricole augmente (+ 3,4 %).

## Résultats en baisse

En 2004, la valeur des consommations intermédiaires de l'agriculture est en hausse (+ 3,1 %) en raison d'une augmentation du prix des achats. Le prix des aliments achetés pour les animaux s'accroît de 4,9 %, en raison de la forte hausse du prix des matières premières (céréales, soja...) en début d'année. Néanmoins, l'augmentation des dépenses consacrées aux aliments pour animaux (+ 3,2 %) reste modérée, car la demande des filières porcines et bovines diminue. Le prix des produits énergétiques progresse de 5,6 %, en dépit de la réduction de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) sur le fioul domestique, accordée aux agriculteurs au second semestre. Le prix des engrais augmente également (+ 3,9 %).

La valeur ajoutée de l'agriculture (*définitions*) croît en 2004. Nette de la consommation de capital fixe (amortissement des plantations, des matériels et des bâtiments), elle augmente de 3,9 %. Mais les subventions d'exploitation et les impôts fonciers reviennent à des niveaux habituels, après les mesures exceptionnelles prises en 2003 pour compenser l'impact des conditions climatiques. Les subventions d'exploitation sont ramenées à 1,6 milliard d'euros en 2004, contre 2,6 milliards en 2003. Il en résulte une baisse du **résultat agricole net** de la branche en valeur nominale (- 1,7 %, *tableau 2*). Comme l'emploi agricole total diminue d'autant (- 1,7 %), le **résultat agricole net par actif** est stable (0 %) (*tableau 3*). **En termes réels** (*définitions*), il se détériore donc (- 1,6 %). Sur les cinq dernières années, cet indicateur de revenu diminue : - 1,2 % par an en moyenne sur les années 2000 à 2004 (*graphique 1*).

Pour le **revenu net d'entreprise agricole**, qui prend en compte notamment la rémunération des salariés (+ 4,1 %), la dégradation est plus marquée (- 4,7 %). Le nombre d'actifs non salariés continue à diminuer à un rythme soutenu (- 2,6 %) ; le **revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié** baisse néanmoins : - 2,2 %, soit - 3,7 % en termes réels. Sur les cinq dernières années, cet indicateur de revenu baisse : - 2,5 % par an en moyenne sur les années 2000 à 2004.

## Les échanges extérieurs se dégradent

En 2004, l'excédent du commerce extérieur en produits agroalimentaires est de 8,2 milliards d'euros. Il est en retrait par rapport à l'année précédente (- 400 millions) du fait de la détérioration du solde sur les produits de l'industrie agroalimentaire. L'excédent sur les viandes se dégrade (- 355 millions) ; pour les viandes de boucherie, le déficit se creuse en raison des importations de viande bovine ; pour les viandes de volaille, l'excédent se réduit à nouveau. Les exportations de vin de Bordeaux vers l'Union européenne, et surtout vers les

États-Unis, baissent fortement, ce qui entraîne un repli de l'excédent sur les vins (- 357 millions). Pour les produits agricoles bruts, le solde varie peu. Le déficit se creuse pour les fruits, mais l'excédent s'améliore pour les oléagineux. L'excédent agroalimentaire se détériore, tant avec l'Union européenne à vingt-cinq qu'avec les pays tiers. Avec les nouveaux États

## ② France : de la valeur ajoutée au revenu d'entreprise agricole

En milliards d'euros

	Valeur 2004	Évolution 2004/2003 (%)
<b>Valeur ajoutée nette (a)</b>	<b>22,2</b>	<b>+ 3,9</b>
Subventions d'exploitation (b)	1,6	- 38,7
Autres impôts sur la production (c)	1,5	+ 16,5
- Impôts fonciers	1,0	+ 29,0
- Autres	0,5	- 2,3
<b>Résultat agricole net (d)=(a)+(b)-(c)</b>	<b>22,4</b>	<b>- 1,7</b>
Rémunération des salariés (e)	6,1	+ 4,1
Intérêts (f)	1,8	- 0,5
Charges locatives nettes (g)	1,9	- 0,5
<b>Revenu net d'entreprise agricole (h)=(d)-(e)-(f)-(g)</b>	<b>12,5</b>	<b>- 4,7</b>

Source : compte provisoire de l'agriculture, base 2000, arrêté début mai 2005, Insee

## ① France : de la production à la valeur ajoutée

		Évolution 2004/2003 (%)			
		Valeur 2004 (milliards d'€)	Volume	Prix	Valeur
<b>Production hors subventions (a)</b>	<b>57,5</b>	<b>+ 10,9</b>	<b>- 7,0</b>	<b>+ 3,2</b>	
Subventions sur les produits (b)	7,6	+ 13,6	- 7,4	+ 5,1	
<b>Production au prix de base <sup>1</sup> (c) = (a) + (b)</b>	<b>65,1</b>	<b>+ 11,2</b>	<b>- 7,1</b>	<b>+ 3,4</b>	
<b>dont produits végétaux</b>	<b>37,6</b>	<b>+ 20,5</b>	<b>- 12,7</b>	<b>+ 5,2</b>	
Céréales	10,3	+ 28,1	- 17,2	+ 6,1	
Oléagineux, protéagineux	2,2	+ 10,1	- 10,5	- 1,4	
Betteraves industrielles	1,1	+ 4,0	- 3,6	+ 0,3	
Autres plantes industrielles <sup>2</sup>	0,6	+ 3,9	- 6,7	- 3,1	
Fruits, légumes, pommes de terre	6,5	+ 6,6	- 12,9	- 7,2	
Vins	9,5	+ 28,0	- 4,2	+ 22,7	
Fourrages, plantes, fleurs	7,4	+ 23,0	- 17,9	+ 1,0	
<b>dont produits animaux</b>	<b>24,4</b>	<b>- 1,0</b>	<b>+ 1,9</b>	<b>+ 0,9</b>	
Bétail (bovins, porcins, ovins, caprins, équidés)	12,1	- 1,8	+ 4,8	+ 3,0	
Volailles, œufs	3,8	- 0,4	- 4,2	- 4,6	
Lait et autres produits de l'élevage	8,5	- 0,3	+ 0,8	+ 0,5	
<b>dont services <sup>3</sup></b>	<b>3,1</b>	<b>0,0</b>	<b>+ 1,8</b>	<b>+ 1,8</b>	
<b>Consommations intermédiaires (d)</b>	<b>34,0</b>	<b>+ 3,4</b>	<b>- 0,3</b>	<b>+ 3,1</b>	
dont achats	28,7	- 0,3	+ 3,2	+ 2,9	
<b>Valeur ajoutée brute (e)=(c)-(d)</b>	<b>31,1</b>	<b>+ 19,9</b>	<b>- 13,5</b>	<b>+ 3,7</b>	
<b>Consommation de capital fixe <sup>1</sup> (f)</b>	<b>8,8</b>	<b>+ 0,1</b>	<b>+ 3,3</b>	<b>+ 3,4</b>	
<b>Valeur ajoutée nette <sup>4</sup> (g)=(e)-(f)</b>	<b>22,2</b>	<b>+ 27,8</b>	<b>- 8,7</b>	<b>+ 3,9</b>	

1. Cf. Définitions.

2. Autres plantes industrielles : tabac, lin textile, houblon, canne à sucre, etc.

3. Services : production des entreprises de travaux agricoles, des coopératives d'utilisation de matériel agricole, services entre agriculteurs, agri-tourisme...

4. Nette de la consommation de capital fixe.

Source : compte provisoire de l'agriculture, base 2000, arrêté début mai 2005, Insee

membres, les flux d'importation et d'exportation sont d'environ 500 millions d'euros chacun.

## Dix nouveaux États membres

En mai 2004, l'Union européenne a intégré dix nouveaux États. Avec l'apport des agricultures des nouveaux États membres, la production agricole de l'UE se renforce de 10 % en valeur (9 % pour la production végétale, 11 % pour la production animale).

La contribution des nouveaux États membres est notable pour quelques produits (*graphique 2*) : oléagineux (19 % de la valeur de la production de l'UE), oeufs (17 %), betteraves (16 %), volailles (15 %), pommes de terre (15 %).

La Pologne, la Hongrie et la République tchèque occupent une place prépondérante dans les agricultures des nouveaux États membres (80 % de la valeur de la production totale), et une place non négligeable au sein de l'UE-25. La Pologne occupe le troisième rang de l'UE-25 pour son cheptel porcin, après l'Allemagne et l'Espagne, et avant la France, qui se classe quatrième. La Pologne est aussi, en quantités, le troisième producteur de céréales de l'UE-25 (mais seulement le sixième en valeur). C'est le premier producteur de pommes de terre, avant l'Allemagne (mais le septième en valeur). La Hongrie est le troisième producteur de maïs après la France et l'Italie (le quatrième en valeur).

## Augmentation de la production européenne

Dans l'Europe des Vingt-cinq, la production agricole augmente de 6,8 % en volume, selon les estimations fournies par les États membres au mois de novembre 2004.

La production végétale augmente nettement (+ 12,5 %), du fait de conditions climatiques favorables. La production de céréales est la plus abondante des dix dernières années. Elle est en hausse de 24 %, après la mauvaise récolte de 2003. La croissance dépasse 50 % en Hongrie, en République tchèque et en Slovaquie. Pour les céréales, l'UE se trouve confrontée à un problème de débouchés du fait d'une vive concurrence internationale. En outre, certains des nouveaux États membres ne

disposent pas d'un système suffisant de stockage. La récolte de pommes de terre augmente fortement dans presque toute l'Europe (+ 11,4 %). La collecte de fruits progresse (+ 7,1 %), et la production de vin se redresse vivement (+ 21,1 %), atteignant son niveau le plus haut depuis 1999.

La production animale est assez stable (+ 0,4 %), à l'image des productions de bovins et de porcins. En revanche, la production de volailles reprend (+ 4,6 %). La collecte de lait, qui est régulée par les quotas laitiers, baisse légèrement (- 0,7 %).

Le prix hors subvention auquel les producteurs vendent leurs produits diminue globalement en termes réels (- 4,6 %). Pour la production végétale, les prix sont nettement orientés à la baisse (- 8,0 %). La diminution du prix des céréales est importante (- 8,0 %), plus particulièrement pour le maïs (- 13,4 %).

Le prix des productions animales diminue légèrement (- 0,4 % en termes réels). Pour le lait, le prix hors subvention continue à baisser (- 2,8 %). En revanche, pour les porcins, la maîtrise de l'offre permet une remontée du prix

(+ 6,9 %) après des baisses importantes les deux années précédentes.

Compte tenu de l'augmentation des volumes et de la baisse des prix, la production dans l'Europe des Vingt-cinq s'accroît de 2 % en termes réels. La valeur des consommations intermédiaires de l'agriculture progresse également (+ 2,5 %) : leur prix augmente, et les volumes consommés sont globalement stables.

Les données disponibles actuellement ne permettent pas encore de chiffrer l'ensemble du compte. À titre indicatif, le résultat agricole net, calculé à partir des estimations faites en novembre 2004, augmenterait de 1,8 % en termes réels. Dans les anciens États membres, le résultat agricole net baisserait légèrement. Dans les nouveaux États membres, il augmenterait fortement, en raison de la croissance exceptionnelle de la valeur de la production (+ 10 % en termes réels) et du versement des aides communautaires. Compte tenu de la réduction de la main-d'œuvre dans l'Europe des Vingt-cinq, le résultat agricole net par actif augmenterait globalement de 3,3 % en termes réels.

### ③ France : évolution du résultat et du revenu d'entreprise agricoles entre 2003 et 2004

En %

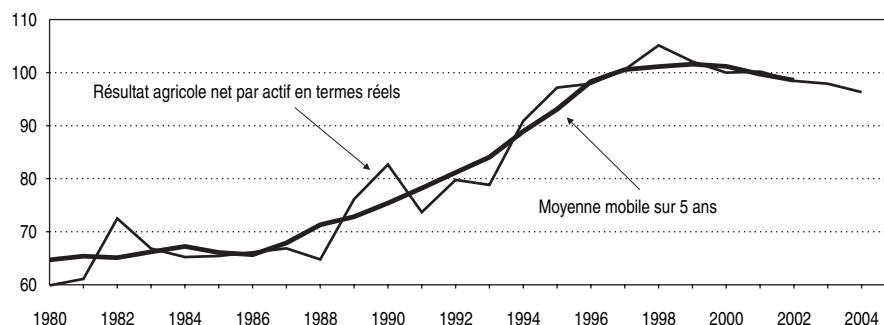
Résultat agricole net	- 1,7
Résultat agricole net par actif	0,0
Résultat agricole net par actif en termes réels	- 1,6
Revenu net d'entreprise agricole	- 4,7
Revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié	- 2,2
Revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié en termes réels	- 3,7
Évolution du prix du produit intérieur brut	+ 1,6
Évolution du nombre d'UTA(1) total	- 1,7
Évolution du nombre d'UTA des actifs non salariés	- 2,6

1. Unités de travail annuel (équivalents temps plein de l'agriculture).

Source : compte provisoire de l'agriculture, base 2000, arrêté début mai 2005, Insee

### ① France : résultat agricole net par actif en termes réels

Indice 100 en 2000



Source : compte provisoire de l'agriculture, base 2000, arrêté début mai 2005, Insee

## Sources

### Comptes européens et comptes français

Les comptes européens de l'agriculture publiés par l'Office statistique des communautés européennes (Eurostat) sont établis sur la base de données prévisionnelles fournies en novembre et en janvier par les statisticiens nationaux. Les résultats présentés dans cet *Insee Première* pour l'Union européenne (y compris pour la France au sein de l'Union) proviennent du premier compte prévisionnel, établi en novembre 2004, en ancienne base (base 1995), par les États membres.

Pour la France, le compte spécifique de la branche agriculture a fait l'objet, comme l'ensemble des comptes nationaux, d'un changement de base. À la base 1995 succède désormais la base 2000. Par ailleurs, le compte provisoire 2004 repose sur des informations plus complètes que les comptes européens et disponibles en mai 2005. La méthode et les concepts de la base 2000 restent identiques à ceux de la base 1995. Ils s'appuient sur le Système européen des comptes.

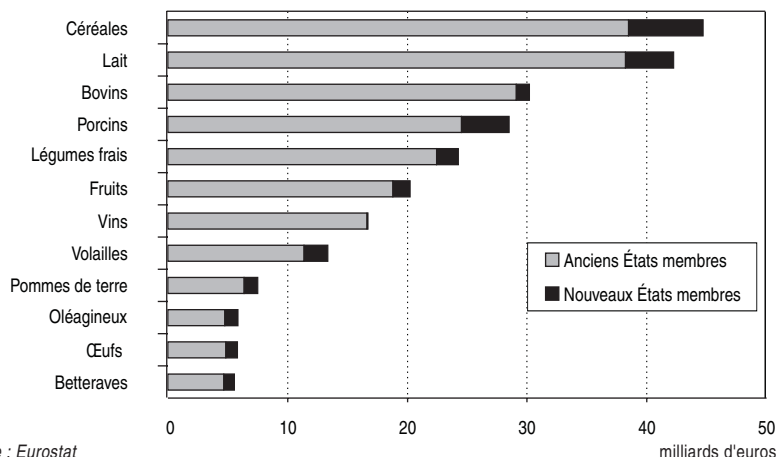
Voir : « A propos de la base 2000 » et « Dossier base 2000 » : sur [www.insee.fr](http://www.insee.fr) (rubrique Les grands indicateurs/Comptes nationaux annuels).

## Définitions

Les évolutions mesurées en **termes réels** correspondent aux évolutions à prix courants divisées par un indice reflétant l'évolution générale des prix dans chaque pays. Pour évaluer les agrégats comptables en termes réels, on n'utilise pas l'indice des prix à la consommation, mais l'indice de prix du produit intérieur brut (PIB), qui recouvre l'ensemble du champ de l'économie. Techniquement, il permet de passer des variations du PIB en valeur (en euros courants) aux variations en volume mesurant la croissance économique.

Le **prix de base**, auquel est valorisée la production, est égal au prix de marché auquel vend le producteur plus les subventions sur les produits qu'il perçoit, moins les impôts spécifiques sur les produits qu'il reverse.

## ② Les nouveaux États membres dans la production de l'UE en 2004



Source : Eurostat

**Valeur ajoutée** = production au prix de base – consommations intermédiaires.

Les aides à l'agriculture sont classées par la comptabilité nationale en **subventions sur les produits** et en **subventions d'exploitation** :

- les premières comprennent notamment les aides compensatrices aux grandes cultures, la prime à la vache allaitante et la prime spéciale aux bovins mâles;
- les subventions d'exploitation comprennent notamment les aides agri-environnementales et les aides pour calamités agricoles.

La **consommation de capital fixe** mesure la dépréciation annuelle liée à l'usure et à l'obsolescence du capital, lequel est évalué à son coût de remplacement. Elle est évaluée pour l'ensemble des biens de capital fixe de la branche agricole (plantations, matériels et bâtiments) à l'exception des animaux.

Plusieurs indicateurs sont définis à partir des soldes comptables :

- le **résultat agricole net** correspond à la « valeur ajoutée nette au coût des facteurs » (valeur ajoutée nette + subventions d'exploitation – impôts fonciers – autres impôts sur la production). Son évolution peut être rapportée à celle du nombre d'unités de travail annuel total (ou équivalents temps plein) : on obtient ainsi l'évolution du **résultat agricole net par actif**. Il est aussi présenté en termes réels.

– le **revenu net d'entreprise agricole** est égal à : résultat agricole net – salaires – cotisations sociales sur les salaires – intérêts versés – charges locatives nettes. Son évolution peut être rapportée à celle du nombre d'unités de travail annuel des non-salariés (ou équivalents temps plein) : on obtient l'évolution du **revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié**. Il est aussi présenté en termes réels.

## Bibliographie

Les rapports de la Commission des comptes de l'agriculture de la Nation (CCAN) sont disponibles auprès d'Insee Info Service, dans les directions régionales de l'Insee, ainsi qu'au Scees et dans les directions régionales et départementales du ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales.

« Les comptes de l'Agriculture en 2004 » : les séries longues sont disponibles sur le site internet de l'Insee (rubrique Les grands indicateurs/Comptes nationaux annuels/Comptes spécialisés/Agriculture) ; le rapport complet sera disponible ultérieurement sur le même site.

« Les comptes départementaux et par catégories d'exploitations en 2004 », *Agreste-Primeur* (Scees), ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales n° 164, juin 2005.

INSEE PREMIÈRE figure dès sa parution sur le site Internet de l'Insee : [www.insee.fr](http://www.insee.fr) (rubrique Publications)

Vous pouvez vous abonner gratuitement aux avis de parution dans <http://www.insee.fr/fr/ppp/abonnement/abonnement.asp#formulaire>

## BULLETIN D'ABONNEMENT A INSEE PREMIERE

A RETOURNER A : INSEE/CNGP, Service Abonnement - B.P. 402 - 80004 Amiens CEDEX 1  
Tél. : 03 22 97 31 70 Fax : 03 22 97 31 73

OUI, je souhaite m'abonner à INSEE PREMIÈRE - Tarif 2005

Abonnement annuel =  70 € (France)  87 € (Étranger)

Nom ou raison sociale : \_\_\_\_\_ Activité : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Tél : \_\_\_\_\_

Ci-joint mon règlement en Euros par chèque à l'ordre de l'INSEE : \_\_\_\_\_ €.

Date : \_\_\_\_\_ Signature

**Direction Générale :**  
18, Bd Adolphe-Pinard  
75675 Paris cedex 14  
**Directeur de la publication :**  
Jean-Michel Charpin  
**Rédacteur en chef :**  
Daniel Temam  
**Rédacteurs :** R. Baktavatsalou,  
C. Benveniste, C. Dulon,  
A.-C. Morin  
**Maquette :** RPV  
Code Sage IP051026  
ISSN 0997 - 3192  
© INSEE 2005

